



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

SECRETARIAT D'ÉTAT
CHARGE DU NUMÉRIQUE

Le Secrétaire d'Etat

Paris, le 14 avril 2020

Objet : lettre de saisine sur le projet StopCOVID

Madame la Présidente,

Le Ministre des Solidarités et de la Santé et moi-même avons récemment annoncé le développement d'un prototype d'application de reconstitution de l'historique de proximité « StopCOVID », dans le but d'aider à identifier rapidement les chaînes de contamination potentielle. Comme le rappelle le Conseil Scientifique COVID-19 dans son avis du 2 avril 2020¹, il est crucial de commencer le développement d'un tel dispositif dans l'hypothèse où il pourrait se révéler utile dans une étape postérieure de gestion de l'épidémie, parmi d'autres mesures sanitaires.

Le projet « StopCOVID » entend respecter pleinement les cadres légaux français et européen de protection des libertés, notamment le Règlement Général de Protection des Données. Il est fondé sur une installation volontaire de l'application et une anonymisation des données, de telle manière que personne ne puisse être capable ni de retracer la liste des personnes testées positives ni, le cas échéant, de reconstituer qui a contaminé qui. Le gouvernement veille à associer la CNIL au travail du projet « Stop COVID ». Les spécifications de l'application lui seront soumises. Le projet est destiné à être open source, c'est-à-dire que le code de l'application sera rendu public et que n'importe qui pourra prendre connaissance de ses principes de fonctionnement.

Madame Salwa TOKO
Présidente du Conseil national du numérique
6 rue Louise Weiss
75013 PARIS

¹ « Le gouvernement devra s'assurer que les éléments d'une stratégie postconfinement seront opérationnels, incluant notamment : [...] de nouveaux outils numériques permettant de renforcer l'efficacité du contrôle sanitaire de l'épidémie » https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/avis_conseil_scientifique_2_avril_2020.pdf

Pleinement conscients des questions légitimes que la mise en place d'une telle application pourrait susciter, nous souhaitons poursuivre notre démarche de transparence, qui nous l'espérons, permettra une adhésion forte du citoyen dans un outil qui doit participer à sa protection et à celle de tous.

Aussi, je souhaite pouvoir m'appuyer sur l'expertise du Conseil national du numérique pour enrichir nos réflexions sur le déploiement de l'application « StopCOVID », dans la mesure où celle-ci serait retenue dans une stratégie sanitaire d'allègement du confinement, en conformité avec les obligations sanitaires associées. Vous me ferez part des points d'attention, des améliorations possibles qui vous auront été signalées lors de vos auditions. Vous ferez des recommandations sur les conditions qui pourraient permettre son adoption par le plus grand nombre et notamment sur la question essentielle de l'inclusion.

Pour bâtir votre avis, vous pourrez rencontrer les acteurs pertinents de la société civile, des entreprises et de la recherche, en France ou à l'étranger. Vous veillerez à coordonner vos travaux avec ceux de la *task force* créée pour le développement du prototype d'application et me rendrez vos conclusions au plus tard le 24 avril 2020.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized, cursive script that is difficult to decipher but appears to be the name 'Cédric O'.

Cédric O